

Mes Cher(e)s Camarades,

Un premier mai est toujours un événement important dans la vie d'un syndicaliste. Ce n'est surtout pas la « Fête du travail et de la concorde sociale » du Maréchal Pétain dont la finalité était de rallier les ouvriers à Vichy (concorde cela doit vous rappeler des propos plus récents). Profitons de cet instant pour rappeler son origine : le 1^{er} mai 1886, 200 000 travailleurs américains obtiennent la journée de 8 heures. Les syndicats portaient cette revendication depuis le 1^{er} mai 1884, date symbolique car elle correspondait alors au premier jour de l'année comptable des entreprises.

L'idée d'une journée annuelle de revendication naît à la même époque en Europe. Le premier 1^{er} mai se déroule en 1890 en France. Les ouvriers défilent pour demander la journée de huit heures, six jours sur sept. Ils portent un triangle rouge à la boutonnière. Ses trois côtés symbolisent le partage du temps entre le travail, le loisir et le sommeil. Cette date fait aussi écho à des événements violents, à l'image de Fourmies en 1891 (le bilan est de neuf morts, dont deux enfants, et de trente-cinq blessés) ou Paris en 1906.

Ce 1^{er} mai 2023 répond pleinement à son histoire !

Que n'avons-nous pas entendu depuis ce mardi 10 janvier 2023 et la présentation de la réforme des retraites par Elisabeth BORNE ? Nous sommes passés en quelques semaines du « *plus juste* » et « *plus d'équité* » au « *sauver le système par répartition* », « *aux responsabilités des politiques* » et « *au courage de conduire ce projet* »... De quel courage parle-t-on exactement lorsqu'il s'agit de prendre deux ans à tous les travailleurs de notre pays ? Alors que nous constatons en parallèle que les plus grandes fortunes françaises ont vu leur patrimoine augmenté et que les dividendes des entreprises ont explosés en 2022 ? Il y a bien d'autres voies que l'allongement de cotisation et le recul de l'âge légal pour financer notre système de retraite actuel mais aucune de nos propositions n'a été retenue par le Gouvernement alors qu'il nous a été reproché de ne pas en avoir fait...

Mes Cher(e)s Camarades, Force Ouvrière réaffirme que c'est bien aux plus pauvres qu'est présentée aujourd'hui l'addition du « *quoi qu'il en coûte* », c'est eux seuls qui vont payer les choix présidentiels alors que pour les plus riches c'est toujours et encore, moins de taxe ou de prélèvements sociaux avec en résumé, plus de profits. N'est-ce pas là l'application de l'inutile théorie du ruissellement ou « *des premiers de cordée* » version E. MACRON ?

Alors on nous parle aujourd'hui d'une période de 100 jours avec la mise en place d'un « *nouveau pacte de la vie au travail* », du remplacement des enseignants absents, de la fin du retrait de points pour les petits excès de vitesse, de la division par 2 des délais d'obtention pour les cartes d'identité, de la justice et « *l'ordre républicain* », avec à la clé des annonces contre « *les fraudes sociales et fiscales* », ou encore « *le progrès pour mieux vivre* » afin de passer à autre chose... Mes Cher(e)s Camarades, nous n'avons pas envie de passer à autre chose pour l'instant et tant que justice ne nous est pas rendue !

En l'état, cette loi laissera des cicatrices profondes et irréversibles envers ce Gouvernement et ce Président de la République voire même le monde politique en général, ce qui nous a fait dire que nous allons vers une grave crise démocratique visiblement assurée au plus haut niveau de l'État.

C'est pour tout cela, nous devons continuer à combattre cette loi régressive. A jamais motivés !

Jean-Pierre GLACET